

# De l'incompatibilité de la démocratie en Afrique



**Serge Kevin Biyoghe**

**De l'incompatibilité de  
la démocratie en  
Afrique**

Troisième et dernière partie

LES ÉDITIONS DU NET  
126, rue du Landy 93400 St Ouen

### **Du même auteur**

- De l'incompatibilité de la démocratie en Afrique : 2<sup>e</sup> partie : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- Covid-19 : Le Gabon d'après... : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- De l'incompatibilité de la démocratie en Afrique : 1<sup>ère</sup> partie : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- Les raisins de la colère – Du livre au film : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- La liste de Schindler – Du livre au film : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- Morceaux choisis journalistiques Tome 4 : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- Morceaux choisis journalistiques Tome 3 : Essai. Paris : Les Editions du Net.
- Processus initiatique de l'Homme par la spiritualité et la religion : Essai / Etude autres : Edilivre.
- D'une vision pragmatique de la société : Philosophie / Sociologie : Edilivre.
- L'Afrique par ses films : Arts et Spectacle. Paris : Edilivre.
- Réconciliation(s) : Arts et Spectacle. Paris : Edilivre.
- Et si l'Afrique m'était contée... : Roman historique. Paris : Edilivre.
- Morceaux choisis journalistiques Volume 2 : Essai/Etude autres. Paris : Edilivre.
- Pierre Mamboundou Le fin limier politique : Essai/Etude politique. Paris : Edilivre.
- Morceaux choisis journalistiques Volume 1 : Autres/Divers. Paris : Edilivre.
- Pierre-Claver Akendengue Le clairon de la société : Biographies. Paris : Edilivre.
- Paul Mba Abessole Chronique d'un guerrier fang déchu : Biographie. Paris : Edilivre.

# Avant-propos

**Au** début des années 1990, l'ampleur du phénomène démocratique dans l'espace et sa rapidité dans le temps ont fait croire à beaucoup d'auteurs que ces transformations allaient de soi. Le panorama qu'offre l'Afrique appelle à la nuance. Trois décennies après le déclenchement des processus démocratiques africains, la diversité des trajectoires impose que ces deux visions soient revisitées et relativisées, car la démocratisation apparaît comme un phénomène contingent. En d'autres termes, les reculs comme les avancées sont constitutifs d'un processus qui, comme le dit Huntington, s'apparente à une vague. Lorsque la vague avance, elle porte un certain nombre de pays sur le rivage démocratique. Mais lorsque la vague se retire, le reflux remporte une partie de ces pays au large. Il apparaît que nombre de pays africains se trouvent actuellement entre deux rives sans qu'on puisse conclure, qu'ils se dirigeront inévitablement<sup>1</sup> vers la démocratie. Jean-Germain Gros affirme même que dans aucun pays africain, y compris l'Afrique du Sud, la démocratie n'est irréversible. Les récents reculs observés dans des pays qui semblaient bien partis comme la Mauritanie, Madagascar et le Niger confortent cette position prudente.

Certes, ces situations montrent le caractère pour le moins ambivalent de la démocratisation et la difficulté d'en faire le socle à partir duquel on pourra mettre un terme à la crise de l'État et de la gouvernance, stabiliser le continent et lancer sa renaissance. Néanmoins, il faut aussi souligner les avancées réalisées en trois décennies. En

---

1. Du moins à court terme

Afrique, les pays qui ont enregistré des progrès l'ont fait plus rapidement que ne l'ont fait nombre de pays situés dans d'autres espaces. Certains de ces pays comme l'Afrique du Sud mais aussi le Ghana, le Mali ou le Bénin symbolisent une vraie renaissance du continent et peuvent être les moteurs d'un renouveau politique, à l'échelle continentale, s'ils parviennent à diffuser les valeurs et les normes politiques qui sont à présent les leurs. Les dynamiques d'intégration comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et l'Union africaine pourraient en être les tremplins.

À l'afropessimisme et à l'optimisme euphorique, je préfère une lecture critique de la réalité et une vision prospective du continent. L'avenir se conçoit, se pense dans le temps présent. Quelle Afrique voulons-nous pour les générations futures et pour nos enfants ? Quels en sont les prérequis ? Quel type d'Africain voulons-nous produire ? Quelle est l'essence, la finalité d'une aventure du vivre ensemble ? Ces réflexions nous amènent à envisager autrement le réel qui se déploie sous nos yeux. La crise et la convulsion peuvent être vues comme des signes de ce que le continent est en travail. Quelque chose est en train d'être façonné dans les forges. Dès lors, quel combustible y mettre et pour faire advenir quel alliage ?

Le premier combustible, c'est probablement la liberté de penser sa propre aventure sociale, de lui donner un sens. Une société, une civilisation, doit définir ce qu'elle estime être une vie bonne. Les Africains ont une longue histoire, riche et complexe. De la profondeur de cette expérience, ils peuvent définir l'équilibre à établir entre les ordres économique, culturel, spirituel, civilisationnel et écologique. Et cela sans se réinscrire dans la logique de concepts tels que le développement ou la modernité, qui sont nés dans des contextes historiques et géographiques particuliers et ne sauraient définir les contours du vivre ensemble en tout temps et en tout lieu.

Gageons que dans un futur proche, l'Afrique marche sur ses deux pieds, et qu'elle retrouve sa lumière et sa puissance propres. Elle définit ses buts et ses finalités. Entre cet espace projeté et là où nous sommes, quel est le chemin à parcourir ? J'indique des

sentiers : l'économique, le culturel, le symbolique, le psychologique. Ce dernier aspect est déterminant.

Serge Kevin BIYOGHE



À la lumière de la trajectoire accomplie par les pays d'Afrique subsaharienne depuis l'indépendance, parmi les écueils à éviter à l'heure de penser l'organisation politique des sociétés africaines :

Le premier écueil serait de tirer des conclusions hâtives de ces soixante dernières années, alors que les cycles historiques sont bien plus longs. Il faut achever le processus de la décolonisation. Des indépendances politiques formelles ont été concédées, mais elles ne signent pas la décolonisation. Tous les mécanismes de la domination économique, avec leurs prolongements intellectuels et culturels, notamment au travers d'une ethnologie et d'une anthropologie coloniale qui ont eu besoin de détruire et d'inférioriser les cadres épistémiques préexistants pour asseoir leur domination, doivent être défaits. Une décolonisation culturelle et intellectuelle reste à opérer. Nos sociétés sont constamment sommées de rattraper leur retard et d'adopter des formes d'organisation sociale et institutionnelle qui ont fait leurs preuves ailleurs, dans des conditions historiques absolument différentes.

La fécondité de l'indépendance consiste à redevenir son propre épicode, sa propre intelligence, sa propre lumière, le sujet de sa propre histoire. Pour cela, il faut un effort conscient pour repenser la société à partir des priorités que l'on a soi-même établies. La première décolonisation consiste à choisir le type d'organisation sociale adapté à notre histoire, à notre culture profonde et à notre vision du monde. Que les chefs d'États africains s'interrogent sur le projet de société à mettre en œuvre, en essayant

des formes d'innovation sociale qui font sens pour les personnes auxquelles ils les proposent.

Les peuples ont un besoin naturel et légitime de participer à la prise des décisions qui les concernent. Mais les formes sont appelées à s'incarner dans une histoire et une culture particulières. L'idée de démocratie et les formes institutionnelles qu'elle prend sont deux choses très différentes. Or un sérieux effort de réflexion est nécessaire pour inventer des formes nouvelles, qui font sens. On passe notre temps à vouloir faire entrer le corps et le système social dans des vêtements taillés ailleurs. Et l'on déplore que cela ne fonctionne pas...

Que l'Afrique se tourne vers elle-même, et qu'elle vive selon son rythme propre. Il ne s'agit pas d'être en autarcie, mais en autonomie. Les grandes civilisations ont su choisir, à un moment donné, les liens qu'elles entretenaient avec la dynamique globale, leur mode et leurs modalités d'insertion dans cette dynamique, en fonction des objectifs qu'elles-mêmes s'étaient fixés. Bien sûr, nous sommes déjà pris dans des dynamiques internes et externes. Mais le plus important est de définir notre cap : même si les vents changent, on sait où l'on va. On peut alors choisir et ajuster ses trajectoires et ses chemins.

Une réflexion sur l'Afrique est en même temps une réflexion sur le monde. L'Afrique a une inventivité à apporter au monde. La philosophie de l'ubuntu, en Afrique du Sud par exemple, a permis à Mandela de penser l'avenir de la nation « arc-en-ciel », de renoncer à la vengeance de la communauté noire, d'aller jusqu'à remettre en cause l'imprescriptibilité des crimes d'apartheid, pourtant considérés comme des crimes contre l'humanité. Grâce à cette vision très élevée, tirée de sa culture traditionnelle, Mandela a évité à son pays de plonger dans le chaos. Bien d'autres ressources permettent de repenser un vivre ensemble qui intègre les différences et la pluralité. Il s'agit de récupérer l'essence de ces cultures traditionnelles et de les réinvestir dans de nouveaux enjeux de société. Tout un travail conceptuel est à accomplir, qui suppose

au préalable que nous ayons recouvré une liberté intellectuelle, la conviction qu'il est possible de faire autrement.

L'université est en principe le lieu pour nourrir ce type d'échange, mais aujourd'hui, les débats se font plus sporadiques, à l'occasion de la présentation d'un livre, d'une conférence. Ils se tiennent davantage dans des espaces immatériels, autour d'une lecture croisée. La lecture permet un débat diachronique.

Toute utopie est fondamentalement active. Elle ne se contente pas de rêver d'un ailleurs qui ne serait pas encore : elle le pense, le conçoit et le construit. Et elle essaie de traduire cette pensée en actions. Une manière de rallier des individus consiste peut-être à faire un travail en direction de nos sociétés civiles et de nos politiques. Ils ont des leviers et des espaces d'action propres et pourraient témoigner de l'existence de moyens pour penser l'autonomie. Si la classe politique assume sa part de responsabilité dans la mise en place de cadres d'action en vue de l'autonomie du continent, si elle perçoit la nécessité qu'elle a d'être intellectuellement libre, un pas aura été franchi.

Il y a des chantiers à court, moyen et long terme. Parmi les chantiers de long terme, il importe de faire émerger des lieux d'expression de la société civile, au sein des espaces politiques. Une société civile forte et porteuse d'un désir de changement aura tôt ou tard une influence sur la manière dont le politique agit.

Dans quel domaine l'Afrique a-t-elle accompli des progrès spectaculaires ces trois dernières décennies ? La téléphonie mobile est la réponse qui vient, à juste titre, à l'esprit de la plupart d'entre nous. On trouve désormais quasiment au moins un téléphone portable dans chaque village africain. Même là où l'électricité fait défaut.

Il y a pourtant bien un autre domaine, certes moins visible à première vue, dans lequel le continent a effectué un saut extraordinaire : celui du nombre de formations politiques par pays. On est passé en effet d'une Afrique dominée majoritairement par le parti unique ou le parti-Etat, au lendemain des indépendances natio-

nales, à un continent où la démocratisation se manifeste désormais par la forte inflation de formations politiques.

La République démocratique du Congo<sup>1</sup> compte ainsi 477 partis politiques, le Cameroun enregistre 291 formations politiques, le Sénégal en affiche 255, le Mali présente 171 partis politiques et le Burkina Faso 113 formations politiques. A quoi correspondent ces chiffres qui donnent le vertige ?

En tout cas, pas au nombre d'ethnies et de religions. Pas même à la démographie nationale. Les jeunes démocraties africaines ont cru bien faire en simplifiant les conditions de création des partis politiques. Le piège semble aujourd'hui se refermer sur elles. Le lexique de droit constitutionnel définit les partis politiques comme « des associations qui concourent à l'expression du suffrage en proposant des programmes et en présentant des candidats aux élections ».

Deux éléments sont donc généralement pris en compte pour reconnaître une formation politique : d'une part, la recherche et la mobilisation des soutiens à travers l'élaboration et la défense des projets de société et des programmes de gouvernement et, d'autre part, la sélection et la proposition des candidats aux différents scrutins afin qu'ils défendent et exécutent, à l'occasion, les projets de société soumis aux électeurs.

Dans de nombreux pays africains, les partis politiques se sont progressivement transformés en coquilles vides sans projet de société véritable et sans moyen de participer aux différents scrutins nationaux. Ils ne tiennent même plus leurs instances statutaires et réglementaires : congrès, bureaux exécutifs, assemblées générales...

Certaines formations politiques n'ont pas de siège, ni même de secrétariat. Le parti se résume finalement au président-fondateur, à son épouse, qui en est souvent la trésorière, à sa belle-fille qui assure le commissariat aux comptes et aux membres de « la famille africaine ». C'est-à-dire les frères, les cousins, les neveux, les oncles...

---

1. RDC

Ainsi, sur 171 formations politiques recensées en 2010 au Congo-Brazzaville, seulement 41 étaient en règle. Ailleurs, la situation n'est guère plus brillante : sur les 140 partis politiques répertoriés en Côte d'Ivoire en 2015, moins de la moitié se conforme scrupuleusement à la charte des partis.

Autres pays, autres travers : dans d'autres cas, le parti se confond avec « le président-fondateur » : une sorte de personnalité indéboulonnable, omnisciente et omnipotente. Il en est président à vie. Ce fut le cas d'Abdoulaye Wade avec le Parti démocratique sénégalais<sup>1</sup> ; c'est encore le cas d'Henri Konan Bédié avec le Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain<sup>2</sup>, de Paul Biya avec le Rassemblement démocratique du peuple camerounais<sup>3</sup> ou d'Idriss Déby Itno avec le Mouvement patriotique du salut<sup>4</sup>.

« Le président-fondateur » se trouve naturellement au-dessus des textes : il annonce des mesures qui sont ensuite forcément entérinées par les instances du parti : bureau politique ou congrès. Et gare aux récalcitrants qui tenteraient de remettre en cause la décision du père fondateur. On a eu la preuve de cette dérive en Côte d'Ivoire avec l'appel de Daoukro par lequel le président annonçait en mars 2015 son soutien total à Alassane Ouattara et décidait que le PDCI n'aurait pas de candidat à la présidentielle d'octobre 2015.

A quelques détails près, c'est aussi le cas au Sénégal avec la promesse des dirigeants de l'Alliance des forces de progrès<sup>5</sup> de Moustapha Niass de ne pas présenter de candidat face à Macky Sall lors de la prochaine présidentielle.

La noble démarche de créer une formation politique pour participer au débat démocratique, contribuer à la formation civique et politique des citoyens a été dévoyée puis transformée en moyen de

---

1. PDS

2. PDCI-RDA

3. RDPC

4. MPS

5. AFP